



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) . PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

LE PSE : ON NE LE NÉGOCIE PAS, ON LE COMBAT !

300 000 suppressions d'emplois annoncées, des centaines de milliers de familles qui vont sombrer dans la pauvreté, des bassins industriels qui vont disparaître. Les attaques du patronat se multiplient de façon exponentielle, les faillites des uns provoquant les fermetures des autres. Les arguments avancés dans le cadre de ces fermetures : des rentabilités insuffisantes, des évolutions de marchés et de besoins, une soi-disant transition écologique, cachent en réalité le besoin toujours plus criant qu'a le patronat de se dégager toujours plus de marges. Alors que les dividendes distribués par le CAC 40 en 2024 s'élèvent à près de 100 milliards d'euros, ces entreprises ont, depuis de nombreuses années, investi dans la délocalisation de leur production. La main d'œuvre moins chère, moins organisée est naturellement très alléchante pour ce patronat toujours plus avide et permet à certains de pointer le travailleur étranger comme étant l'ennemi à abattre. Mais le seul responsable est le capitalisme et les patrons qui exploitent encore plus nos Camarades au-delà des frontières.

Alors, allons-nous attendre de voir nos entreprises fermer les unes après les autres ?

La métallurgie, la chimie, le commerce sont aujourd'hui en tête d'affiche de la casse de l'emploi. La planification mortifère des fermetures d'usines se déploie jour après jour. Allons-nous rester spectateurs ? A chaque annonce, c'est l'ensemble de la classe des travailleurs qui est attaqué. Ils tentent de nous isoler, de nous diviser : que l'on soit travailleur chez le donneur d'ordre, le sous-traitant ou en interim, nous avons tous les mêmes patrons protégés par le gouvernement, quelle que soit l'étiquette de ses représentants.

Nous devons réapprendre à réagir tous ensemble. Dès à présent, nous devons nous organiser pour reconstruire les liens entre nous, au-delà des entreprises, au-delà des branches et même au-delà de notre pays. N'attendons pas les annonces pour nous défendre, mais organisons-nous dès à présent pour répondre ensemble à leurs attaques. La grève, seul moyen qu'ont les travailleurs, en arrêtant le travail, de faire pression sur leurs patrons, ne peut être que la seule réponse à la casse de l'emploi. Elle doit permettre aux travailleurs de se compter, de prendre conscience de leur force pour organiser une riposte d'ensemble avec les autres travailleurs qui seront bientôt dans la même situation. Elle permet de réfléchir à une autre organisation de la société, au-delà de l'entreprise et d'imposer de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail via une autre organisation et répartition du travail entre tous. Elle est le seul moyen de faire reculer les patrons. Nous devons réaffirmer qu'il n'y a rien à attendre des pantins du gouvernement qui valident les uns après les autres tous les plans de suppression d'emplois.

Mais il n'y a rien à attendre également d'une négociation de PSE et donc d'un chèque. Tout d'abord ce type de négociation isole les travailleurs concernés au sein de leur entreprise, elle mène à l'impasse en validant la destruction de l'emploi et en poussant à la pauvreté les centaines de familles concernées. Elle désarme les travailleurs en remettant leur avenir dans les mains de professionnels du compromis, plus ou moins honnêtes et les entraîne vers un futur de miséreux.

Et nous aurions les moyens d'imposer bien plus que des négociations de PSE. Si nous nous coordonnions et nous organisions, nous pourrions aussi faire interdire tous les licenciements !



Les PSE ne sont pas une fatalité.
Face à la planification destructrice des patrons,
construisons le rapport de force au-delà de notre entreprise,
qui seul, nous permettra de réorganiser la production
en fonction des besoins des populations.